

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

S'adresser pour l'administration au citoyen FERRIER, directeur-gérant ; Pour la rédaction au citoyen CHAIGNE, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 46. (Affranchir.)

Paris, 29 mars.

— Voici la seconde lettre d'Eugène Sue :

A NICOLAS.

Aux beaux jours du moyen-âge, beaux pour les châteaux, la plèbe étant écrasée, on avait coutume de faire battre l'éclat par les vilains, afin que le sommeil des nobles dames ne fût pas troublé. Les grenouilles sous l'eau gardent le silence. Le bruit cesse-t-il, elles se hâssent, montrent le bout du museau, et, rassurées, reprennent leur charmant concert.

De nos jours, un phénomène analogue se produit. Tous ceux qui, longtemps avant le bruit de la bataille, avaient fait le plongeon repaissent plus criards que jamais. Laissons-les crier.

Le ministre de l'intérieur paraît être le cauchemar de tous ces braves. Il n'est si petit moyen dont on ne fasse usage pour saper sa popularité bien acquise, vraiment, pour nous qui le connaissons de longue date, pour nous qui n'avons pas oublié qu'il osa le premier dénoncer à l'exécution de la France l'héroïsme de M. Thiers lors des événements de la rue Transnonain.

Nous savons bien ce que veulent ces héros de liberté si fraîchement éclos. Nous leur dirons même ce qui les pousse à ces élans de courage inaccoutumé. Point d'ambiguïté en pareille circonstance, point d'équivoque, point de faux-fuyants. Le secret de cet héroïsme bavard, le voici : « Le Gouvernement provisoire s'est cru assez fort et s'est montré assez généreux pour décréter l'abolition de la peine de mort en matière politique. »

Nos adversaires procédaient autrement : ils portaient des condamnations capitales, en prévision de ce qui pouvait surgir du fait de la bataille. Régence et légitimité convergèrent admirablement vers le même but. Cela n'empêche ni les uns ni les autres de se présenter aux élections générales comme républicains sincères et dévoués. Les petits échos de certaine province éloignée nous apportent, sans penser à mal, le secret de ces loyales menées.

Nous répondrons demain aux échos de la Garonne. Le club des *Republicains*, dans lequel figurent MM. Liadières, duc de Richelieu, duc d'Estissac, comte d'Anthouard, Viennet, etc., etc., sera aussi l'objet de notre attention. Nous traiterons de la *clé d'or* et du *chemin vicinal* en faisant observer à ces messieurs que Sobrier, donnant 20,000 fr. à la République, ne saurait en aucune façon suivre la voie de ceux qui, complices par la main et par la pensée du plus honnête homme du royaume, ont permis à lui et à ses ministres d'ébrécher si fortement la caisse d'épargne du pauvre et le trésor de l'Etat.

M. Thiers, qui ne renie, dit-il, son passé en aucune façon, ouvrira la marche demain.

Nous sommes heureux d'avoir à opposer au charlatanisme éhonté que l'Alexandre Dumas fait chaque matin dans la *Liberté* une page de l'un de nos écrivains d'élite, dont l'œuvre et l'action sont franchement républicaines. Voici les lettres que nous recevons :

« J'ai écrit hier à notre président, mon cher Sobrier, que, retenu ici par les élections et la propagande, je ne pouvais, à mon grand regret, faire plus longtemps partie de la commission des récompenses, car c'est abuser, par mon absence, de l'obligeance de nos collègues en les surchargeant d'occupations. — Serrez leur la main pour moi, je vous prie, et dites-leur que je garderai un bon souvenir de nos quelques réunions. — Je vous envoie le premier numéro d'un petit journal que je fais distribuer à grand nombre dans nos communes ; je crois bien que, même après les élections, je le continuerai pour tenir toujours ces braves gens au courant de ce qui se passe. — Je reçois toujours exactement la *Commune*, et je suis enchanté de son esprit et de sa marche. — Je ne vous parle pas de votre don patriotique, au bout d'un quart d'heure j'avais compris quel cœur vous étiez, — et ma récompense nationale a été de vous rencontrer. — Je crois à ces sympathies vives et soudaines de certains caractères, et j'y crois tant, que je les considère comme partagées. — Je trouve aussi excellente votre idée de club de la Révolution. Un vrai club, un club-modèle était nécessaire, et la composition des membres de votre bureau répond aux exigences les plus difficiles. — Ce mouvement européen est quelque chose de si grand, de si fatalement magnifique, que cela me cause une sorte de religieuse admiration, et malgré moi je n'y pense qu'avec recueillement. — Ce qui fait et fera la force, la durée irrésistible de notre Révolution, c'est qu'elle est sociale ; il n'y a pas de réaction sérieuse possible contre les masses, qui sont à cette heure pénétrées de leur force, de leur droit et, disons-le aussi à leur louange, de leurs devoirs. — Adieu, mon cher Sobrier ; serrez bien la main à nos amis, et mille choses de ma part. »

« Tout à vous de cœur, »

« EUGÈNE SUE. »

Avec cette lettre, il nous est parvenu un petit journal, le *Republicain des campagnes*, que le citoyen E. Sue rédige tout entier de sa main et fait distribuer gratuitement chaque dimanche, à un grand nombre d'exemplaires, dans toutes les localités voisines des Bordes. Nous applaudissons à cet acte de patriotisme et de conviction. Un grand écrivain seul pouvait se résoudre à écrire le premier le langage simple du peuple pour le peuple ; mais espérons qu'il aura des imitateurs.

« Citoyen rédacteur, »
« On ouvre des comptoirs d'escompte pour le grand et pour le petit commerce. C'est répondre avec patriotisme à l'un des besoins les plus urgents du moment ; mais beaucoup de travailleurs sont sans ouvrage. Il y a six ans j'écrivais les lignes suivantes dans les *Mystères de Paris* (c'est un des personnages qui parle). Si vous trouviez dans ce projet quelque germe de réalisation, ayez la bonté d'accueillir cette citation dans vos colonnes. »

« Salut et fraternité. »

« EUGÈNE SUE. »

« Aux Bordes, 25 mars 1848. »

« Dans le cas où l'Etat croirait pouvoir, concurremment avec les particuliers, établir ces comptoirs dans chaque arrondissement, je m'inscrirais comme l'un des premiers souscripteurs. »

Etablissement de la Banque des Travailleurs sans ouvrage.

« Aimons-nous les uns les autres, a dit le Christ. »
« Ces divines paroles contiennent le germe de tous devoirs, de toutes vertus, de toutes charités. »

« Elles ont inspiré l'humble fondateur de cette institution. »

« Au Christ seul appartient le bien qu'il aura fait. »
« Limité, quant au moyen d'action, le fondateur a voulu du moins faire participer le plus grand nombre possible de ses frères aux secours qu'il leur offre. »

« Il s'adresse d'abord aux ouvriers honnêtes, laborieux et chargés de famille que le manque de travail réduit souvent à de cruelles extrémités. »

« Ce n'est pas une aumône dégradante qu'il fait à ses frères, c'est un prêt gratuit qu'il leur offre. »

« Puisse ce prêt, comme il l'espère, les empêcher souvent de grever indéfiniment leur avenir par ces emprunts écrasants qu'ils sont forcés de contracter afin d'attendre le retour du travail, leur seule ressource, et de soutenir la famille dont ils sont l'unique appui ! »

« Pour garantie de ce prêt, il ne demande à ses frères qu'un engagement d'honneur et une solidarité de parole jurée. »

« Il affecte un revenu annuel de 12,000 fr. à faire, la première année, jusqu'à concurrence de cette somme, des prêts-secours de 20 à 40 fr., sans intérêts, en faveur des ouvriers mariés et sans ouvrage domiciliés dans le 7^e arrondissement. »

« On a choisi ce quartier comme étant l'un de ceux où la classe ouvrière est la plus nombreuse. »

« Ces prêts ne seront accordés qu'aux ouvriers ou ouvrières porteurs d'un certificat de bonne conduite, délivré par leur dernier patron, qui indiquera la cause et la date de la suspension du travail. »

« Ces prêts seront remboursables mensuellement par sixième ou par douzième, au choix de l'emprunteur, à partir du jour où il aura retrouvé de l'emploi. »

« Il souscrit un simple engagement d'honneur de rembourser le prêt aux époques fixées. »

« A cet engagement adhéreront, comme garants, deux de ses camarades, afin de développer et d'étendre par la solidarité la promesse jurée (1). »

« L'ouvrier qui ne rembourserait pas la somme empruntée par lui ne pourrait, ainsi que ses deux garants, prétendre désormais à un nouveau prêt, car il aurait forfait à un engagement sacré, et surtout privé successivement plusieurs de ses frères de l'avantage dont il a joui, la somme qu'il ne rendrait pas étant perdue pour la Banque des pauvres. »

« Ces sommes prêtées étant au contraire scrupuleusement remboursées, les prêts-secours augmentent d'année en année de nombre et de quotité, et un jour il sera possible de faire participer d'autres arrondissements aux mêmes bienfaits. »

« Ne pas dégrader l'homme par l'aumône... »

« Ne pas encourager la paresse par un don stérile... »

« Exalter les sentiments d'honneur et de probité naturels aux classes laborieuses... »

« Venir fraternellement en aide au travailleur qui, vivant déjà difficilement au jour le jour, vu l'insuffisance des salaires, ne peut, quand vient le chômage, suspendre ses besoins ni ceux de sa famille parce qu'on suspend les travaux... »

« Telles sont les pensées qui ont présidé à cette institution (2). »

« Que celui qui a dit : « Aimons-nous les uns les autres, » en soit seul glorifié. »

(EUGÈNE SUE, *Mystères de Paris*, t. VII, ch. x.)

(1) « On ignore peut-être que la classe ouvrière porte généralement un tel respect à la chose due, que les vampires qui lui prêtent à la petite semaine au taux énorme de 5 à 400 p. 100 n'exigent aucun engagement écrit et qu'ils sont toujours religieusement remboursés. C'est surtout à la halle et dans les environs, que s'exerce cette abominable industrie. »

(2) « Notre projet, sur lequel nous avons consulté plusieurs ouvriers aussi honorables qu'éclairés, est bien imparfait sans doute ; mais nous le livrons aux réflexions des personnes qui s'intéressent aux classes ouvrières, espérant que le germe d'utilité qu'il renferme (nous ne craignons pas de l'affirmer) pourra être fécondé par un esprit plus puissant que le nôtre. »

Les chances de l'absolutisme diminuent chaque jour dans le grand duel commencé le 24 février. Les nations de l'Europe, qui étaient en travail de liberté, n'auront bientôt rien à craindre des tentatives anti-humaines de la tyrannie. Nicolas a beau insulter par la voie de son journal le plus magnifique mouvement qui se soit peut-être accompli jusqu'à ce jour en Europe, l'haleine fétide du despotisme moscovite ne réussira pas à ternir l'éclat glorieux de notre immortelle révolution. Les insultes de crocheteur qu'il nous prodigue restent au-dessous de nos orbeils ; rien n'égale le mépris qu'elles nous inspirent, si ce n'est la stupidité de ses plates calomnies. Ah ! vous dites que le premier venu, armé d'un bâton, se rendra maître du Gouvernement provisoire et de la France ! Eh bien ! essayez d'y venir avec vos Cosaques et vos Baskirs soûlés d'eau-de-vie, vos régiments d'esclaves abrutis, qui n'ont d'autre point d'honneur que le knout qui les harcèle. Mettez-les en présence de nos magnanimes ouvriers de février, de notre héroïque armée composée d'hommes libres dont la mission est de combattre pour l'indépendance du monde. Xercés des régions hyperborées, autocrate de neige, sangsue couronnée qui aspire en toi la substance de 60 millions d'hommes, crois-tu donc poser des écluses au torrent niveau de la démocratie ? Avec tes déclamations burlesques, penses-tu refouler le Verbe de Dieu qui éclate partout, à Paris, à Milan, à Vienne, à Berlin, et qui gronde déjà à tes portes, jusque sous tes pieds ? Les manifestes de Lamartine excitent ta colère, et tu t'écries dans ta démence : « Nous verrons si la lyre arrêtera les baïonnettes étrangères. » Est-ce donc à nous de t'apprendre l'histoire ? Ne sais-tu pas que la lyre d'Amphion a bâti les murs de Thèbes, et que c'est Orphée qui mena les Argonautes à la conquête de la Toison d'or ? Et pour choisir des exemples plus modernes, as-tu donc oublié que c'est en chantant la *Marseillaise* que les Français ont planté leur bannière sur la plus haute tour du Kremlin ? Est-ce que les échos de Moscou ont désappris l'hymne de Rouget de l'Isle ?

O toi ! le tyran par excellence, médite au moins les préceptes du despotisme. Sais-tu ce que disait Napoléon, l'homme qui avait employé son génie à asphyxier la France : « *La sabre ne peut rien contre l'idée.* » Voilà ses paroles, qui sont pour toi l'arrêt de mort. Ce n'est plus qu'une question de temps ; quoi que tu fasses, tu dois succomber. Tu auras beau mettre en travers de la lumière qui part d'ici tes huit cent mille sbires avec leurs grands sabres, tes milliers de bureaucrates avec leurs gigantesques ciseaux de censure, jamais tu ne parviendras à arrêter le rayon qui veut éclater dans la nuit de ton empire.

Si tu désires hâter ta ruine, déclare-nous la guerre. En trois pas nous aurons atteint la Vistule, et là nous écrirons sur ta frontière trois mots qui seront pour toi l'arrêt fatidique du festin de Balthazar :

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le citoyen maréchal Bugeaud vient de publier une lettre fort sensée. Les électeurs de la Dordogne ayant voulu le porter candidat à l'Assemblée nationale, le maréchal a déclaré que, comme Napoléon, il avait terminé sa carrière politique et qu'il venait s'asseoir pour longues années à son foyer de la Durantie : « *Ense et aratro*, telle fut toujours ma devise. En Périgord, en Algérie j'émondais des arbres entre deux marches, je bûtais des vaches au bivouac. Quand je mitraillais les folliculaires et les plumeistes dans la rue Transnonain, je songeais involontairement à mes bœufs. N'ai-je pas refusé de payer 18,000 fr. mon titre de duc d'Isly ? c'était pour conserver les moyens d'acquiescer les patates partout où il n'y en a pas, etc., etc. » Tout cela se trouve en germe dans la lettre publiée par l'*Echo de Vésone*.

Encore un coup, nous ne pouvons que donner des louanges à une semblable détermination. Quel que soit le passé du maréchal Bugeaud, nous nous réconcilierons à distance avec lui ; nous verrons sans peine se livrer à ses goûts agricoles l'homme de Blaye et de la rue Transnonain, celui qui, le 24 février, déclarait pouvoir jeter vingt mille hommes par terre et donnait déjà des ordres *orientaux* pour raffermir la monarchie. — Par malheur, notre joie n'est pas complète. Le maréchal semble se retirer à regret du monde politique ; les fantômes du passé viennent l'assaillir dans sa retraite ; au fond du Périgord, il caresse ses vieilles idées de gloire et de commandement. Comment en serait-il autrement ? Peut-on voir languir rouillée à son croc la noble épée qui brilla tant de fois au soleil pour la plus grande gloire du juste-milieu ? Quelle triste perspective ! Que le citoyen Bugeaud se console cependant. Il est peu probable qu'il remonte jamais sur son courrier de batailles. Les éventualités de guerre avec l'Europe disparaissent une à une. La Russie seule pourrait essayer de jeter dans la balance des destinées européennes son épée qui n'est pas celle de Brennus, et dans tous les cas, nous doutons fort, si l'on a besoin d'un général, que l'on aille chercher le laboureur de La Picconnerie. Cependant nous devons des compensations au maréchal Bugeaud. Voici ce que nous proposons :

Que le Gouvernement mette Bugeaud à la tête d'une colonie agricole qu'on fondera sur la Dordogne. Ce sera le champ d'asile de tous les héros du juste-milieu. De là il dirigera des armées industrielles et agricoles qui

défricheront les terres incultes, assainiront les marais, perceront des routes, reboiseront les montagnes. Des ingénieurs seront mis à la disposition de ce pacifique généralissime. Les citoyens Thiers, Cousin, Odilon Barrot, Duvergier de Hauranne, Liadières, d'Houdetot, Rùmigny, etc., etc., recevront dans le plus bref délai l'ordre de se rendre à Excideuil pour se mettre à la disposition du grand agriculteur. Ainsi faisant, ils rendront grand service à la France, qu'ils ont vendue, grugée, avilie, déshonorée, les uns par leur participation immédiate à tous les actes accomplis par l'infâme qui avait escamoté la France et qui l'a violée pendant dix-huit années, les autres en ajournant indéfiniment l'action des patriotes par leurs hableries honnêtes mais sans conséquence et leur lâcheté proverbiale, qui célèbres par leurs microscopiques et éclectiques systèmes, qui renommés pour leur faux air chevaleresque, la nullité de leurs principes et d'effroyables déficiences morales.

L'Abeille du Nord de Saint-Petersbourg est le journal officiel russe, ou plutôt l'organe personnel de l'empereur. Voici l'article que contient le numéro du 1-15 mars, sous la forme d'une lettre de Paris :

« Je ne vous décrirai pas les détails de la révolution inouïe et tout à fait accidentelle qui vient de renverser la monarchie de juillet. Les journaux vous ont informés déjà de toutes les horreurs, de tous les excès effrénés dont Paris a été le théâtre.

« On ne peut trop s'étonner des vanteries éhontées de ce Gouvernement provisoire qui ose se poser en arbitre des destinées de la France. Quand on pense à la mare de boue d'où vient de sortir ce gouvernement burlesque imposé à son pays, à ce pays qui a la prétention de se donner en exemple aux autres peuples, on rougit pour l'humanité. Les hurlements d'une poignée de la plus vile canaille ont proclamé ce gouvernement, et il se pose aux yeux de l'Europe comme l'expression légale de la volonté du pays, ce gouvernement ramassé dans un égout.

« La première action du Gouvernement provisoire fut la proclamation de la République. De quel droit ? De quel droit osèrent-ils attenter à la couronne sacrée du comte de Paris ? Oubliant, je le répète, son origine, les ruisseaux de Paris, il envoya dans tous les coins des proclamations qui promettent l'ordre et la tranquillité. Mais qui nous répondra de ses promesses ? Le premier hurleur de carrefour qui amasserait une bande de gens en blouse armés de bâtons a le droit de le chasser et de se mettre à sa place. Il faut l'avouer, les Français sont arrivés à ce point que le premier qui prend un bâton en main est leur maître. Voilà les beaux fruits de leurs révolutions.

« Il est vrai de dire que la République française a conservé le coq gaulois, véritable emblème de ces criards tapageurs et fanfarons.

« Ils assurent qu'il n'y aura pas de guerre. C'est ce que nous verrons. En tous cas, ce n'est pas avec sa lyre que M. Lamartine repoussera les balonnettes de l'étranger.

« Il prodigue à la plèbe de Paris les plus viles flatteries ; il lui promet un million de francs. Du moins elle aura de quoi s'enivrer.

« En un mot, l'effronterie, la bêtise, la forfanterie, voilà les caractères distinctifs de ce gouvernement de paillasses, qui n'a pas honte d'inviter le monde à suivre l'exemple de Paris. C'est une véritable pasquinade. Et où cela se passe-t-il ? dans le pays qui se vante d'être le plus civilisé du monde et au dix-neuvième siècle !!! »

La République, dans son mépris pour de telles attaques, n'a rien à répondre à l'article du correspondant de Saint-Petersbourg. Les faits ont d'ailleurs répondu, en trente jours, aux pronostics d'impuissance de la révolution de Paris. Les publicistes russes n'ont qu'à regarder autour d'eux : Vienne révolutionnée et constitutionnelle, la Lombardie debout, les Piémontais à Milan, l'abdication de Munich, les transformations de l'Allemagne méridionale, la révolution à Berlin, l'empire changeant de centre, les constitutions ou les républiques partout, et toutes les armées de la confédération germanique se ralliant d'elles-mêmes pour s'opposer aux Russes s'ils voulaient traverser l'Allemagne. Voilà les impuissances de la révolution de février ! Les prophéties portent malheur à ceux qui prophétisent contre les peuples. Nicolas lui-même l'apprendra bientôt, non pas à Varsovie, mais qui sait ? peut-être à Saint-Petersbourg même. (National.)

LE CUMULARD SCIENTIFIQUE.

On lit dans le *Salut Public* :

« M. de Lamartine a nommé une commission chargée d'étudier les questions qui se rapportent à la réorganisation des bureaux du ministère des affaires étrangères. Cette commission se compose de MM. Desages, chef de la direction politique ; Mignet, directeur des archives ; Brenier père, ancien directeur des fonds ; Deffaudis, ex-pair de France, ancien ministre plénipotentiaire dans la Plata ; Bastide, secrétaire-général. »

On se demande pourquoi et à quel titre M. Mignet fait partie de cette commission ? M. Mignet est déjà directeur général des archives du ministère des affaires étrangères, et il touche pour cette fonction, qui sans doute l'occupe beaucoup, si l'on en juge par les appointements qu'elle rapporte, 18,000 francs de traitement. Il est, en outre, secrétaire perpétuel (titre que la loi de 1793 ne reconnaît pas) de l'Académie des sciences morales, ce qui lui vaut 5,000 francs par an. Il faut ajouter à cela son traitement de membre de la même académie, plus les jetons de présence, 1,800 francs ; son traitement de membre de l'Académie française, plus les jetons de présence, également 1,800 fr. Nous ne comptons pas dans ces vingt-sept mille francs la collaboration de M. Mignet au *Journal des Savants*, collaboration soldée par l'Etat, et bien soldée, car messieurs les rédacteurs de ce recueil n'ont pas coutume de donner leur prose pour rien ; — ni les nombreux travaux historico-romanesques que M. Mignet a faits et fera sans doute encore (si les choses continuent) éditer aux frais du Trésor par l'imprimerie nationale ; — ni une douzaine de commissions plus ou moins payées dont il est membre. A ces charges, pourtant déjà bien suffisantes, on vient d'en ajouter une nouvelle, celle de président de la commission dont parle le *National*. Nous serions curieux de savoir où M. Mignet

trouvera le temps de remplir toutes ces fonctions !... On pourrait être à la fois titulaire de vingt-quatre places ; mais les jours en auraient-ils pour cela plus de vingt-quatre heures ?...

Par arrêtés du Gouvernement provisoire de la République, sont nommés :
Commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Saint-Girons (Ariège), M. Bretou, avocat, en remplacement de M. Berigaud.
Juge de paix du canton de Varilhes (Ariège), M. Canel, ancien juge de paix, en remplacement de M. Moyne. (Indépendant du Midi.)

(Correspondance particulière.)

Paris, 24 mars.

M. Evrard, intendant militaire, membre du comité de la gendarmerie, et titulaire de la 10^e division militaire, à Toulouse, est mis en disponibilité.

— M. Paris de Bollardière, sous-intendant de 1^{re} classe, faisant fonctions d'intendant de la division d'Alger, où il ne sera pas remplacé, est désigné pour remplir les mêmes fonctions à la résidence de Toulouse, 10^e division militaire.

Moyen de préserver de l'expropriation la propriété territoriale.

Un mot d'abord sur la cause de la souffrance des cultivateurs.

L'agriculture a besoin de capitaux, rien n'est plus incontestable ; aussi beaucoup de propriétaires ont-ils cherché à s'en procurer par des emprunts. — Mais qu'en est-il résulté ?

Que d'un côté, le prêt n'étant consenti que pour un terme de 3, 4 ou 5 ans, et d'un autre côté, la terre ne pouvant, dans un temps aussi court, reproduire le capital emprunté, le prêt arrivait à son terme sans qu'il y eût possibilité d'en effectuer le remboursement. De là, nécessité ou de vendre la terre ou de renouveler l'emprunt avec de nouveaux frais. Une recherche ordonnée par le gouvernement, en 1834, a porté à 11,235,265,215 fr. la dette hypothécaire inscrite de la France. Cette dette, énorme surtout relativement à la valeur du sol estimé 25 milliards prouve combien les agriculteurs sont obérés.

Voyons maintenant les conséquences de la position que nous venons d'exposer.

Le cultivateur, écrasé sous le poids de charges exorbitantes, ne peut employer tous les bras que réclame une bonne culture, et encore ne saurait-il offrir à ceux qu'il occupe qu'un salaire restreint, que souvent même il est hors d'état de leur garantir. De là une foule d'ouvriers, ou mal rétribués ou sans travail, qui viennent augmenter le nombre des prolétaires que les villes ont tant de peine à nourrir.

Le cultivateur, s'il est obligé de rembourser à une époque où la valeur des biens a diminué, est contraint de vendre à vil prix, soit amiablement, soit judiciairement, par suite d'expropriation.

Qu'on ajoute que l'agriculteur, et par suite l'agriculture, étant en souffrance, le pays souffre dans les denrées alimentaires, c'est-à-dire dans ce qu'il a de plus cher. Si, pour celui qui a de l'argent, cette souffrance se réduit à payer plus, il n'en est pas de même pour celui qui en manque. Pour ce dernier, c'est une question de vie, et le gouvernement et les capitalistes savent qu'une telle question peut tout ébranler.

Depuis longtemps on cherche les moyens de changer un si déplorable état de choses. De là, la grande question : « Comment procurer à l'agriculture les capitaux dont elle a besoin ? » Cette question, loin d'être résolue, est en quelque sorte devenue la quadrature du cercle de l'économie politique.

Nous disons que si elle n'a pas été résolue, c'est qu'elle a été mal posée.

En effet, tout propriétaire qui cultive est à même de se procurer le capital dont il a besoin. Pour cela, il lui suffit d'engager l'immeuble qu'il possède. S'il est des exceptions, elles viennent de ce que l'immeuble est parfois grevé de charges qui en absorbent la valeur. Ce cas excepté, un propriétaire peut toujours, en général, emprunter la somme nécessaire à l'exploitation de ses terres. Il est donc inutile de s'enquérir comment on lui procurera. Mais ce qu'il faut y rechercher, c'est de savoir comment on lui assurera les moyens de la rembourser ; car, ou le propriétaire, redoutant le remboursement, n'empruntera pas, et alors l'agriculture sera privée de la puissante ressource de l'emprunt, ou s'il emprunte, il est exposé à ne pouvoir rembourser ce qui est non moins préjudiciable.

La question se réduit donc à celle-ci : « Comment libérer l'agriculture des capitaux que ses besoins lui commandent d'emprunter ? »

Cette question n'a pas trait seulement à l'agriculture, elle touche encore aux intérêts les plus grands des propriétaires immobiliers des villes, non moins obérés que les propriétaires ruraux.

Sous tous les rapports, cette question est d'un immense intérêt. Elle a de plus aujourd'hui un intérêt d'actualité.

Nous croyons en avoir trouvé la solution.

Il est incontestable que la terre qu'on aura améliorée, que le terrain sur lequel on aura bâti, que la maison dont on aura augmenté les constructions, produiront davantage et que, dans un temps donné, ce surcroît de produit mis en réserve tous les ans pourra rembourser le capital à qui il est dû.

Tout se réduit donc à diviser le remboursement en fractions annuelles que rend faciles à acquitter l'augmentation de produit.

Mais, pour donner au débiteur la facilité d'effectuer son remboursement par fractions, il faut pouvoir rembourser le créancier à l'expiration du crédit, car il n'en est pas un qui veuille recevoir son capital divisément. Or, rien de plus facile pour une société dans laquelle viendraient se concentrer toutes les fractions versées annuellement. En effet, les capitaux échappant à des époques différentes, la société n'en aurait tous les ans qu'une partie à rembourser, tandis qu'elle recevrait annuellement des fractions de tous les capitaux. Partant de ce point, nous avons cherché si la masse des fractions annuelles permettrait de rembourser la portion des capitaux annuellement exigibles, et nous nous sommes convaincus qu'il n'est besoin que d'ordre

pour atteindre ce résultat ; que tout consiste à éche-lonner les remboursements de manière qu'ils n'excèdent pas la masse des fractions en caisse.

Il ne s'agirait donc que d'organiser une association solide qui recevrait des débiteurs, soit propriétaires ruraux, soit propriétaires urbains, moitié avant le terme de leur dette, moitié après, des annuités destinées à la rembourser, et que chacune aurait la facilité de proportionner à ses moyens annuels, celui qui payerait moins tous les ans ayant à payer plus longtemps.

Cette association, qui pourrait recevoir à juste titre le nom de caisse d'épargne des débiteurs fonciers, deviendrait le complément des caisses d'épargne actuelles qui donnent bien la facilité de se composer un capital, mais non celle de se libérer, car pour la libération au moyen d'épargnes, il faut un crédit d'une durée telle qu'on puisse élever les épargnes au chiffre de la somme dont on veut se libérer.

C'est en cela que la caisse d'épargne des débiteurs fonciers viendrait compléter le système des caisses d'épargne actuelles. Recevant une masse de dépôts au moyen desquels elle se mettrait successivement au lieu et place des créanciers, elle pourrait donner aux déposants le temps nécessaire pour continuer insensiblement leur libération.

En résumé, cette association, permettant à l'agriculture de recourir aux emprunts, lui donnerait un si puissant essor et diminuerait tellement le nombre des travailleurs inoccupés ; elle mettrait les propriétaires immobiliers si fort en état de contribuer à l'augmentation du travail ; elle mettrait enfin tous les propriétaires indistinctement si bien à l'abri des chances ruineuses de l'expropriation, qu'on doit la considérer comme liée aux plus grands intérêts de la France.

Aussi en appelons-nous avec espoir d'être entendu : Aux propriétaires, tous intéressés à ce qu'une telle association se constitue ;

Aux capitalistes, qui verraient alors leurs intérêts payés avec exactitude et leur remboursement sans poursuites ;

Enfin aux véritables amis de leur pays, jaloux d'attacher leur nom à ce qui réunit honneur et utilité publique.

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le Gouvernement provisoire,

Vu l'arrêté du 1^{er} mars courant relatif à l'administration des biens de l'ancienne liste civile ;

Vu celui du 5 du même mois portant création d'une commission de liquidation pour les mêmes biens ;

Considérant que l'ancienne liste civile ayant cessé d'exister, les bois et forêts précédemment affectés à ce service sont rentrés dans la même situation que les autres forêts de l'Etat ;

Que dès lors il y a lieu de les soumettre au même régime et à la même administration,

Arrête :

Les bois et forêts qui faisaient partie des biens de l'ancienne liste civile seront remis immédiatement à l'administration des forêts de l'Etat, pour être régis et administrés dans les mêmes formes et d'après les lois ou règlements qui concernent les autres forêts nationales.

Fait à Paris, le 27 mars 1848, en conseil de Gouvernement.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le Gouvernement provisoire,

Vu le décret relatif aux élections pour l'Assemblée nationale ;

Arrête :

Les bataillons de la garde nationale mobile voteront en présence du maire de l'arrondissement où ils sont casernés, d'après le registre matricule.

Les officiers et sous-officiers de l'armée détachés près de ces bataillons voteront à Paris, afin que leur service ne soit pas interrompu.

Fait en conseil de Gouvernement, le 28 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Décret interprétatif du décret du 23 mars 1848.

Le Gouvernement provisoire,

Vu le décret du 23 mars présent mois, relatif à la diminution des frais de protêt et à la modification des formalités de cet acte ;

Considérant que dès le 25, jour de son insertion au *Moniteur universel*, et avant la promulgation au *Bulletin des lois*, ce décret a été généralement exécuté, et par la diminution des frais et par la suppression des témoins antérieurement prescrits par la loi ; qu'il importe que cet empressement à s'associer aux vues qui ont dicté le décret ne puisse en aucun cas devenir l'occasion de discussions judiciaires que pourraient susciter l'intérêt privé ;

Sur le rapport du ministre de la justice,

Décète :

Le décret du 23 mars dernier, relatif à la diminution des frais de protêt, droit d'enregistrement et émoluments attachés à chacun de ces actes, et à la modification des formalités antérieurement prescrites, a pu être régulièrement exécuté dès le 25 mars courant, jour de sa publication au *Moniteur universel*, journal officiel de la République.

Fait en conseil de Gouvernement, le 29 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le Gouvernement provisoire,

Vu le d
dix jours
22 février

Vu l'ar
Considé
accordé a
de dénon
actuelles ;
Que, d'
seurs tout
les rembo

Sur le 1

Proviso

ordonné,

Le déla

fets de c

compris

Sont v

qui aurai

aux lois

Fait en

Arrêté

Sur l'a

ment pou

des repré

mis en p

Considé

est et qui

soumise

gers ;

Considé

est pas d

gers ; qu'

de pour

Le pré

tions sui

Art. 1^{er}

Art. 2.

Quatre

homme,

S'il y a

c. par ho

de quatre

homme.

Art. 3.

Un gin

fournées

et le pre

Le pre

fournées.

Mêmes

S'il y a

par homi

quatre-vi

à 75 c. p

aide pétr

Si une

une huiti

Art. 4.

Un gin

huit four

dre, 5 fr.

3 fr. 50 c

Mêmes

Le qu

cond aid

S'il y

60 c. pa

plus de q

sera pay

Enfin

lieu de f

1 fr. par

C

Séance

observat

Deslys f

qu'au ch

toute au

croit pas

réserve d

présent.

Le cit

tique it

ment pi

non rece

et d'arm

ment, il

libre ne

Le cit

gué de f

dans qu

Le cit

tions, ri

chaque

pourrait

vent rier

Le cit

délégué

des Belg

nous av

aider pa

En co

de la sé

Le cit

foi en q

Son di

résout c

Le cit

candidat

commu

éche-
excé-
ation
taires
nt le
desti-
cilité
i qui
long-
titre
s, de-
actuel-
n ca-
béra-
durée
de la
teurs
s d'é-
ts au
t au
aux
ensi-
ricul-
un si
e des
aires
men-
pri-
rui-
lérer
du :
telle
érêts
sans
l'at-
pu-
mis-
une
essé
ce
les
me
de
nt à
s et
ois
io-
er-
re.
ée
ont
nt
és
ur
re.
i-
es
u
e-
ar
é-
r-
nt
a-
er

Vu le décret du 1^{er} mars courant, qui a prorogé de dix jours l'échéance des effets de commerce depuis le 22 février jusqu'au 25 mars présent mois ;

Vu l'art. 163 du Code de commerce ;
Considérant que le délai ordinaire de quinze jours, accordé au porteur pour exercer son recours par voie de dénonciation, est insuffisant dans les circonstances actuelles ;

Que, d'ailleurs, il est utile d'accorder aux endosseurs toute la latitude possible pour effectuer sans frais les remboursements qui pèsent sur eux ;

Sur le rapport du ministre de la justice,

Décrète :

Provisoirement, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné,

Le délai de quinze jours accordé aux porteurs d'effets de commerce est prorogé de quinze jours, non compris les délais de distance.

Sont valables tous recours et actes conservatoires qui auraient été faits antérieurement, conformément aux lois existantes,

Fait en conseil de Gouvernement, le 29 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

PRÉFECTURE DE POLICE.

Arrêté concernant le travail et le salaire des ouvriers boulangers.

Paris, le 28 mars 1848.

Sur l'avis motivé de la commission de Gouvernement pour les travailleurs, du commun consentement des représentants des ouvriers et des délégués maîtres, mis en présence et entendus ;

Considérant que, de toutes les industries, celle qui est et qui doit être, par sa nature, le plus directement soumise à l'action du pouvoir, est celle des boulangers ;

Considérant que de toutes les professions, il n'en est pas de plus pénible que celle des ouvriers boulangers ; qu'il est dès lors aussi équitable que nécessaire de pourvoir à l'amélioration de leur sort ;

Le préfet de police croit devoir publier les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Les doubles fournées sont supprimées.

Art. 2. Première catégorie. — Brigade à deux hommes.

Quatre fournées par deux hommes, à 4 fr. 50 c. par homme, plus un pain de 1 kilog. et 20 c. de vin.

S'il y a une cinquième fournée, elle sera payée à 60 c. par homme, et si la contenance du four est de plus de quatre-vingts pains, la fournée sera payée 75 c. par homme.

Art. 3. Deuxième catégorie. — Brigade à trois hommes.

Un gindre, un premier aide et un second aide ; six fournées par trois hommes, à 4 fr. 50 c. pour le gindre et le premier aide, et à 5 fr. 50 c. pour le second aide.

Le premier et le second aides pétriront chacun trois fournées.

Mêmes conditions pour le pain et le vin.

S'il y a une septième fournée, elle sera payée à 60 c. par homme, et si la contenance du four est de plus de quatre-vingts pains, cette septième fournée sera payée à 75 c. par homme ; dans ce cas, l'aide et le second aide pétriront tour à tour trois et quatre fournées.

Si une fois ou deux par semaine il y a lieu de faire une huitième fournée, elle sera payée 75 c. par homme.

Art. 4. Troisième catégorie. — Brigade à quatre hommes.

Un gindre, un aide, un second aide et un quatrième ; huit fournées par quatre hommes, à 5 fr. pour le gindre, 5 fr. pour l'aide, 4 fr. pour le second aide, et 3 fr. 50 c. pour le quatrième.

Mêmes conditions pour le pain et le vin.

Le quatrième pétrira la dernière fournée, et le second aide finira l'ouvrage.

S'il y a une neuvième fournée, elle sera payée à 60 c. par homme, et si la contenance du four est de plus de quatre-vingts pains, cette neuvième fournée sera payée à 75 c. par homme.

Enfin si, une fois ou deux par semaine, il y avait lieu de faire une dixième fournée, elle serait payée à 1 fr. par homme.

Le préfet de police,

CAUSSIDIÈRE.

Compte rendu des Clubs.

SOCIÉTÉ DES DROITS DE L'HOMME.

Séance du 28 mars. — Le citoyen Ramel fait quelques observations sur la profession de foi du citoyen Charles Deslys faite dans la séance d'hier. Il a été informé qu'au club de Blanqui le candidat avait parlé d'une toute autre façon ; mais en l'absence de ce dernier, il ne croit pas devoir donner suite à sa réclamation ; il se réserve de lui demander des explications quand il sera présent.

Le citoyen Vallée, délégué de l'association démocratique italienne, se plaint de la conduite du Gouvernement provisoire à l'égard des Italiens, et des fins de non recevoir qu'il a opposées à la demande de secours et d'armes faite par eux. Repoussés par le Gouvernement, ils s'adressent au peuple souverain. La France libre ne peut abandonner l'Italie esclave.

Le citoyen Villain, président, prie le citoyen délégué de formuler sa demande, pour qu'on sache bien dans quelle mesure les Italiens désirent qu'on les aide.

Le citoyen Vallée demande des armes, des munitions, rien de plus, et pense que si une députation de chaque club appuyait la demande, le Gouvernement ne pourrait refuser ; mais de pauvres étrangers ne peuvent rien exiger.

Le citoyen Villain, président, explique au citoyen délégué que les demandes successives des Allemands, des Belges, des Polonais, ayant épuisé les armes que nous avions de disponibles, nous ne pouvons que les aider par des collectes.

En conséquence, une collecte est décidée pour la fin de la séance.

Le citoyen Nottelle est admis à faire sa profession de foi en qualité de candidat à l'Assemblée nationale.

Son discours, dicté par d'excellentes intentions, ne résout cependant aucune question.

Le citoyen Leblanc demande l'impression du discours.

Le citoyen Cauchois-Lemaire fait observer que le candidat a déclaré n'être d'aucune école socialiste : ni communiste, ni phalanstérien, et lui demande qu'il

explique clairement comment il entend la question sociale.

Le citoyen Nottelle pense que le but auquel nous devons tendre est le bonheur de tous ; mais il n'a point suffisamment étudié les divers systèmes de socialisme ; il croit qu'il vaut mieux arriver à la Convention sans idées préconçues, avec l'intention de faire le bien seulement ; qu'on ne peut parvenir que progressivement, par l'impôt largement progressif, par exemple, à porter le bien-être dans les classes pauvres ; l'organisation du travail ne peut s'établir à priori ; le temps éclairera l'Assemblée nationale, qui s'instruira, pèsera et décidera le meilleur mode à adopter.

Le citoyen Châtel répond qu'il lui semble que la profession de foi n'est établie sur aucune base solide, et demande au candidat quels sont ses moyens pour arriver au bonheur, et comment il entend la liberté et l'égalité civiles, politiques et religieuses, et si par exemple les prêtres doivent être salariés.

Le candidat répond qu'il veut le système d'élections complètes, l'abolition de tous les privilèges sans exception ; il pense cependant que l'élection des magistrats doit être soumise à de certaines règles compatibles avec les usages établis.

Le citoyen Bressy, pour répondre au citoyen Châtel, demande pourquoi lui, qui se fait l'apôtre de l'égalité, s'est institué de sa propre autorité primat des Gaules.

Le citoyen Châtel dément le fait avec énergie et offre de produire son procès-verbal d'élection.

Le citoyen Lebon. — Le candidat espère beaucoup du temps ; mais supposez qu'il arrive demain à l'Assemblée nationale, il n'aurait donc rien à proposer ; il faut cependant savoir dans quelle voie on marche ; quel moyen, quelle réforme le candidat peut-il introduire pour établir l'égalité comme nous l'entendons ?

Le candidat répond qu'il ne croit pas qu'on puisse y arriver immédiatement et pense que l'impôt progressif peut parer à bien des maux, qu'il faut augmenter la production, mais il ne donne pas le moyen.

Le citoyen Lebon réplique que sans doute c'est déjà un bien d'attaquer les existences parasites ; mais il ne trouve pas ce moyen suffisant. Augmenter la production, c'est la maxime de l'ancienne économie politique, et cela n'aboutit qu'à remplir les magasins sans augmenter le bien-être si l'on ne donne point au peuple les moyens d'acheter.

Le candidat parle encore de l'impôt progressif comme de la panacée universelle.

Le citoyen Journaux dénonce les fraudes audacieuses que les propriétaires pratiquent journellement envers l'État en faisant de fausses déclarations sur le montant des loyers qu'ils reçoivent. Il désire qu'une enquête soit faite sur ce sujet ; il pense que cette mesure pourrait faire rentrer beaucoup d'argent au trésor public.

Le citoyen Villain, président, engage le citoyen Journaux à formuler une proposition dans ce sens.

Le docteur Sanson, candidat à l'Assemblée nationale, fait sa profession de foi ; mais l'heure avancée l'empêchant d'entrer dans des explications suffisantes, il est convenu qu'il se représentera à la séance de demain.

La séance est levée à 10 h. 1/4.

CLUB DU TRAVAIL.

Un ouvrier nous adresse quelques observations sur une séance du club du Travail. Les citoyens qui composent cette société sont de hauts barons de l'industrie qui songent déjà à se prémunir contre les futures déterminations de la République. La mesure justement prévue de la mise des chemins de fer sous la main de l'État leur cause des trames mal dissimulées. Cela se conçoit sans peine chez des agitateurs qui proclament quand même le principe de la libre concurrence. Les membres du club du Travail ont adressé aux membres du Gouvernement provisoire une pétition qu'ils se sont bien gardé de faire voter par les ouvriers. Un citoyen dont le nom seul est une puissante autorité, Emile Barrault, a protesté contre ces tendances égoïstes. Il n'a pas eu grand-peine à pulvériser de pauvres arguments ; mais que peuvent les meilleures démonstrations contre un parti pris ? Les grands seigneurs du rail-way se sont mis à sourire...

CLUB DES HOMMES LIBRES.

Séance du 17 mars. — Ordre du jour, élection de la garde nationale.

Le procès-verbal de la séance du 26 mars est lu et adopté.

Le secrétaire Abel ouvre la séance en l'absence des président et vice-président et prie le citoyen Pastou, présenté comme chef de bataillon, de faire sa profession de foi : « Ancien soldat de la République, le citoyen Pastou vient vous offrir, pour vous commander, sa vieille expérience. Quatorze campagnes, onze blessures, une vie pleine de dévouement à la mère-patrie et l'ardent désir de vous consacrer le reste de son sang, tels sont mes titres à la candidature de chef de bataillon. Vive la République ! »

Le citoyen Cissel, proposé au grade de lieutenant-colonel, prend ainsi la parole : « Républicains, vous avez été grands dans la lutte ; mais vous êtes plus grands encore après la lutte. Vous avez conquis le droit d'élection ; je viens demander vos suffrages. Il ne suffit pas de déblayer, reconstruisons. Voici mes titres. Longtemps attaché au National, ami de Marrast, conspirateur de Belfort, carbonaro, on m'a vu dans toutes les luttes, dans toutes les insurrections. Composons notre société non de corrompus, mais de vrais républicains. Soyons frères, soyons unis. Je veux avec mes amis Caussidière, Ledru-Rollin et Cavaignac, l'ordre dans la liberté. Ne soyons jamais comprimés. Ne comprimons jamais. Vous allez élire des chefs pour la garde nationale ; si vous me trouvez digne de vous commander, je sacrifierai mon sang pour la défense de vos droits. République aujourd'hui, République toujours. » La candidature est appuyée.

Les délégués chargés de relever les noms des candidats aux grades d'officiers supérieurs de la 2^e légion, auprès des clubs du 2^e arrondissement, en rapportent la liste. Partout on leur a recommandé de nommer des ouvriers soit aux grades d'officiers supérieurs de la garde nationale, soit comme représentants de l'Assemblée nationale.

Le citoyen Bissel, proposé au grade de capitaine d'état-major à la 2^e légion, vient soutenir sa candida-

ture, qui est appuyée.

Sur la proposition du citoyen Chavignaud, les délégués Allègre, Rozier, Martin, Doucet-Defrance, Delgado, Marin, Gault, Brandt, Thomas, Valentin, Chancel, sont nommés pour représenter le club du Progrès au convoi du feu citoyen Bichair, mort des blessures qu'il a reçues aux barricades de Février en combattant pour la défense de la liberté. On se réunira sur la place du Carrousel.

Sur la demande du citoyen Salomon jeune, appuyée par l'assemblée, le président procède à la constitution régulière et définitive des membres devant composer le bureau, qui n'était que provisoire. Un membre du club propose de conserver tous les citoyens desquels on n'a pas eu lieu de se plaindre et de les nommer en masse. Cette proposition trouvant de nombreux adhérents, le président propose donc le maintien des membres faisant déjà partie du bureau. Le bureau est adopté à l'unanimité. Les citoyens Allègre, Huic et Boileau sont nommés en remplacement des citoyens Godart, Masson, Rebon, démissionnaires.

Le citoyen Malveaux propose de se réunir demain soir à sept heures au club du Progrès, afin d'aller de là voter en masse aux élections préparatoires de la garde nationale, rue Buffaut et rue Bleue. La proposition est adoptée.

La séance est levée à onze heures et demie.

CLUB DE L'ÉGALITÉ ET DE LA FRATERNITÉ.

Séance du 28 mars. — La séance est ouverte à huit heures. Le citoyen Alfred Monbrial, secrétaire, lit le procès-verbal. Il est adopté. Le citoyen Audry lit la dernière séance des travailleurs au Luxembourg. Le citoyen Malsy propose de voter une adresse de remerciements au citoyen Louis Blanc pour les paroles généreuses qu'il a prononcées dans cette séance en faveur des classes ouvrières. Cette proposition, appuyée par le citoyen Daquennois, est adoptée par le club à l'unanimité.

Le citoyen Kowalski (Edmond), Polonais, vient annoncer le départ d'une colonne de Polonais pour aller proclamer la République dans leur patrie. Il prononce quelques paroles sur l'union et la fraternité des peuples libres, qui sont vivement applaudies.

Le citoyen président Mangin, propose de faire une collecte pour les Polonais ; elle produit 48 fr., 19 c.

Le citoyen Alfred Monbrial demande la parole pour une communication.

Il croit de son devoir de signaler les actes héroïques du citoyen Dunoyer, capitaine de la garde nationale, qui le premier est entré aux Tuileries et s'est distingué dans toute la journée du 24. Le citoyen Dunoyer voile de sa modestie sa belle conduite ; mais ceux qui en ont été témoins doivent parler et ne pas oublier. Le citoyen Alfred de Monbrial propose de signaler le capitaine Dunoyer au Gouvernement provisoire.

Cette proposition est adoptée avec enthousiasme.

Les délégués rendent compte de leur mission dans les divers clubs.

Le citoyen Terrier se plaint vivement de ce qu'on ne s'occupe pas assez des élections. Il propose aussi d'organiser le club par sections et de faire observer rigoureusement le règlement.

Le citoyen Loiseau propose de fixer un jour pour entendre la profession de foi du citoyen Piorry, professeur à l'école de médecine, candidat à la députation.

Le club décide qu'il recevra le candidat samedi prochain.

Le citoyen Champdavoine propose que le club accompagne les Polonais le jour de leur départ.

Cette proposition est adoptée.

Le citoyen Duquennois prononce un long discours pour combattre la candidature d'Armand Marrast.

La clôture étant demandée par la majorité, la séance est levée à dix heures et demie.

Au citoyen Marrast, maire de la ville de Paris.

Citoyen maire,

Les citoyens membres du club communal et électoral de La Chapelle-Saint-Denis (Seine) viennent vous exposer qu'un certain nombre de membres dudit club étant allés à la mairie de la commune pour s'y faire inscrire sur les contrôles de la garde nationale et sur les listes électorales, ils furent inscrits sur les contrôles de la garde nationale ; mais il n'en fut pas de même à l'égard de leur inscription sur la liste électorale : on leur répondit qu'on ne s'occupait pas de cette liste là et que celle de la garde nationale devait la former.

La municipalité de La Chapelle ne remplit pas les vœux de la loi.

La liste électorale devant être close le 26 mars, elle sera donc fermée sans qu'aucun électeur ait pu vérifier son inscription et sans que la municipalité ait pu elle-même vérifier les qualités des citoyens appelés à concourir aux élections des représentants de la nation.

Cette municipalité fait preuve du plus mauvais vouloir, reçoit mal les citoyens qui se présentent pour se faire inscrire sur les listes ; les bureaux sont toujours fermés aux heures où il est seulement possible aux travailleurs de se présenter ; enfin les employés sont souvent absents.

Il résulte donc de ce qui précède qu'il n'existe pas de liste électorale à La Chapelle ; que les citoyens ne pourront justifier de leurs qualités que la veille seulement des élections, jour où les cartes seront remises. Il deviendra donc impossible de faire aucune justification, et que la majeure partie de la population sera, par l'incurie municipale, privée de prendre part au droit sacré du vote.

Il existe un mauvais vouloir patent et justifié par des plaintes nombreuses : une grande partie de la population n'a point été recensée ; les agents chargés de ce travail si important se contentaient des renseignements donnés par des concierges et passaient outre souvent ; des maisons entières ont été oubliées.

Les citoyens membres du club portent également à la connaissance du citoyen maire de Paris que les postes de La Chapelle sont entièrement dépourvus d'armes, et ils appellent son attention sur ce point important du service.

Enfin ils se plaignent de ne pas encore posséder le buste de la Liberté : « Ce buste a été apporté à la mairie

et refusé par un employé subalterne, » répond le citoyen maire pour sa défense. Nous pouvons en douter, car il n'a pas été redemandé. A raison de ces faits, les citoyens membres du club communal et électoral de La Chapelle-Saint-Denis déclarent porter plainte contre la municipalité de ladite commune, et ce à l'unanimité de deux mille membres composant ledit club, lesquels ont nommé pour leurs délégués les citoyens dont les noms suivent : Georges Rayson, employé; Auguste Jonquet, peintre; Henri-Victor Dallet, commis voyageur; Louis Jean, ajusteur; Louis-René Baraguin, négociant.

En conséquence, les citoyens de La Chapelle viennent réclamer, par notre voix, au citoyen maire de la ville de Paris d'envoyer, dans l'intérêt du pays et de la République, un commissaire nommé par lui, à l'effet de surveiller et au besoin de diriger le travail des élections.

(Extrait du procès-verbal dressé en séance du club communal et électoral de La Chapelle-Saint-Denis, en date du vingt-deux mars, au premier de la République reconquise (1848).

Clubs des départements.

CLUB DES TRAVAILLEURS.

(Ancien Palais-de-Justice.)

Le club bourgeois et d'exclusion de Saint-Léonard, tenu le 21 et le 22 mars, a produit son fruit. La société des Travailleurs, convoquée le 24 à sept heures du soir, s'est réunie à l'ancien Palais-de-Justice au nombre de plus de 2,000. On a procédé immédiatement à la formation du bureau, qui a été composé comme suit : Les citoyens Abougit fils, entrepreneurs, président; Audiard-Bonnet et Augier (Casimir), vice-présidents; Solvain, maître menuisier, et Marie, entrepreneur, secrétaires;

Rocher, maître ébéniste; Chabannes, maître plâtrier; Pradon, marchand tailleur; Jaffus, professeur de rhétorique au Lycée-National, commissaires d'ordre.

L'ordre n'a pas été troublé un seul instant, et la foule s'est retirée au chant de la Marseillaise. Il est prouvé que le peuple peut avoir ses comices et se respecter, quoi qu'en disent ses détracteurs. Dimanche 26, à l'ancien Palais-de-Justice, aura lieu une réunion préparatoire, à l'effet d'élire des candidats à la représentation nationale. Le bureau sera ouvert à une heure du soir. (La Haute-Loire.)

— Un club républicain a été fondé à Carcassonne le 9 courant; les fondateurs, au nombre de 60, ont formé dans la première séance un bureau provisoire, composé d'abord de 9 membres; ce bureau se trouve aujourd'hui porté à 14 par l'adjonction de nouveaux secrétaires; les sociétaires dépassent aujourd'hui deux mille. Le but du club républicain sera exposé avec détails dans un prochain numéro. Nous rendrons compte des travaux déjà accomplis par lui et de ceux qu'il a projetés. Une analyse des séances les plus intéressantes paraîtra dans notre journal.

(Le Républicain de l'Aude.)

— Les ouvriers de Lons-le-Saunier ont formé sous les auspices du comité républicain et en commun avec lui un comité déjà composé de plusieurs centaines d'ouvriers.

Le bureau est composé de 14 membres sous la présidence du citoyen Carrère. (Le Républicain du Jura.)

— La société républicaine des Amis de la Liberté à Lille invite les citoyens de l'arrondissement à former dans tous les chefs-lieux de canton et dans les communes de l'arrondissement des comités électoraux.

Certains bataillons de la garde nationale mobile sont commandés par des citoyens qui offrent peu de garantie à la révolution. Nous les connaissons, et notre surveillance est active.

A la fin de la réunion de mardi, 28 courant, de l'ancienne 5^e compagnie du 2^e bataillon de la 7^e légion, il a été fait une première collecte en faveur de nos frères les démocrates polonais.

A la réunion de vendredi, 31 mars, rue Barbès, 18, (ancienne rue Rambuteau), cette collecte sera continuée. Nous prions donc ceux de nos concitoyens qui n'étaient pas présents mardi de nous donner leur concours dans cette prochaine réunion ou de déposer leur offrande chez le citoyen Frachebond, rue Ste-Avoye, 65.

L'un des délégués de la réunion, G. GENIN.

Esprit des départements.

Nous empruntons à l'Impartial de Besançon les réflexions suivantes qui vont à l'adresse de tous, amis ou ennemis :

« Il faut que les hommes de l'immobilité et de l'inertie le sachent, la révolution accomplie en France n'est pas un de ces événements superficiels qui effleurent à peine l'épiderme de la société; c'est une révolution profonde, une révolution plutôt sociale que politique. Pour vous édifier sur le sujet, observez l'attitude du peuple de Paris, qui est décidément maître de la situation. Il faut que les hommes de l'innovation ne l'oublient pas, on n'improvise pas une régénération sociale; on ne transforme pas le monde par un coup de baguette; il ne suffit pas de dire fiat lux pour que le chaos de la vieille civilisation se débrouille, pour que la lumière jaillisse du sein des antiques ténèbres. La rénovation sociale sera l'œuvre du temps. Trop de précipitation en compromettrait le succès. »

— Saint-Omer. Les officiers de santé de l'hôpital militaire offrent au club de cette ville l'abandon d'une journée par mois de leur modique solde.

— Saumur. Le comité central démocratique dénonce des tripotages électoraux et donne l'éveil aux patriotes. Avis à toute la nation.

— Amiens. — La société républicaine publie un manifeste où sont vigoureusement développés les mots-principes : Liberté, Egalité, Fraternité.

— On lit dans l'Impartial du Nord :

« Les intrigants poussent fort loin l'impudence. Croirait-on que les meneurs du club Bourdequin n'ont pas craint de faire glisser leurs circulaires sous la ban-

de de l'Impartial, afin de recruter sous le couvert de notre drapeau des adhésions. Il est tels de nos abonnés qui nous ont rapporté ce matin les preuves de cette fraude, contre laquelle nous engageons tous nos lecteurs à se prémunir. Nous ferons nos efforts pour découvrir quels ont été les instruments de cette manœuvre. »

Ces bons jésuites ne se démentent pas; tous les moyens leur sont bons.

— Algérie. — « Le comité central républicain constitué à Paris nous a fait un appel auquel nous avons répondu. En conséquence, il sera constitué à Alger un comité central républicain correspondant avec celui de France. Un registre est déposé au bureau du journal, où tous les citoyens peuvent venir s'inscrire. Les statuts seront communiqués et discutés en assemblée générale dès qu'il y aura cent membres d'inscrits. Les cent membres fondateurs constitueront un bureau provisoire qui sera soumis à la réélection définitive de l'assemblée générale. »

(Sentinelle républicaine d'Alger.)

Etranger.

ITALIE.

On lit dans la Concordia de Turin :

« Milan, 22 mars.

« La lutte continue avec une ardeur extraordinaire à Milan. Toutes les rues qui peuvent être barricadées le sont; dans les autres, les enfants, protégés par des groupes de citoyens armés, plantent des clous aigus à trois pointes faits expressément pour arrêter la cavalerie. Dans les quartiers où les ennemis se rassemblent en plus grand nombre, on a garni les maisons de conduits en plomb qui leur vomiront au visage une pluie corrosive d'huile de vitriol. Les femmes jettent par les fenêtres de l'huile et de l'eau bouillante, des meubles, des tuiles et jusqu'à des poutres.

« Les hommes, du haut des fenêtres, continuent à tirer sur les patrouilles allemandes, et l'on a vu des femmes, armées de fusils et de pistolets, diriger sur elles un feu sans relâche. Les épiceries ne font que fabriquer nuit et jour du coton fulminant et de la poudre; les serruriers fabriquent des balles de fer et toute sorte d'instruments homicides; les bûcherons et les maçons construisent des barricades et fortifient des maisons. A la porte Verceleine, le peuple gagne sans cesse du terrain, et est parvenu à enlever l'eau potable à l'ennemi assiégé en détournant un cours d'eau qui baignait le bastion. Le château commence à manquer de vivres et de munitions de guerre. En somme, le peuple triomphe : vieillards, jeunes gens, femmes et enfants, tout le monde se bat en désespérés.

« L'esprit d'invention des insurgés est admirable : ils fabriquent des espèces de grenades avec des cruches à bière qu'ils fixent dans une épaisse couche de plâtre; après les avoir bien bourrées de poudre, ils y mettent le feu et les jettent sur le passage de la troupe, et elles éclatent avec un bruit et des ravages effrayants. Longue vie aux héros de Milan !

« Au nombre de ceux qui sont tombés les armes à la main, Milan pleurera longtemps Auguste Anfossi, qui dirigeait comme chef ce qui avait rapport à la guerre. Cet éminent citoyen est tombé comme un héros en combattant à la porte de la caserne du génie.

« Dans le dernier combat, Francesco Grassi, avec un petit bataillon de trois cents hommes seulement, a vaincu et fait déposer les armes à un corps de 800 Autrichiens.

« L'armée autrichienne, dans les journées de Milan, a eu 1,000 soldats tués et 1,200 prisonniers, tandis qu'il n'est resté sur le champ de bataille que 200 Milanais.

« Le palais de la police a été saccagé. Beaucoup d'agents de la police ont fait résistance; mais ils ont été vaincus, et la plupart ont été jetés dans la rue par les fenêtres. On dit que l'archevêque a dû s'interposer pour faire cesser le massacre des troupes par les citoyens.

« Le gouvernement provisoire de Milan est composé de MM. Gabrio Casati, président, — Boromeo Vitaliano, — Strigelli, — Della Porta, — Alessandro, — Guerrieri, — Beretta, — Greppi, — Litta Pompeo, — Durini, — Correnti Cesare, secrétaire général. »

— Voici ce qui se passait le 22 à Turin :

« Henri Martini qui était parti de Turin, dimanche, aussitôt qu'il eut appris le mouvement de Milan, et qui était parvenu dans cette ville mardi matin, au fort du combat, est revenu à Turin avec une mission du gouvernement provisoire et apportant aux Piémontais palpitants la nouvelle de l'héroïque victoire des Milanais. Sa proposition officielle vient d'être acceptée par le gouvernement.

« Aussitôt que s'est répandue dans Turin la nouvelle de l'intervention, la joie et l'ardeur ont été immenses. Chacun ne songe qu'à courir au secours des Milanais.

« La Piazza Castello était couverte d'une foule serrée et retentissait de cris et de chants. Tous les yeux étaient fixés sur le palais du roi. Tout à coup, les portes du balcon se sont ouvertes, et Charles-Albert a paru, suivi d'un nombreux cortège. Près de lui se trouvaient le marquis Pareto, le marquis d'Adda et le comte Martini. On a entonné alors l'hymne patriotique. Le comte Martini a déployé une écharpe tricolore, aux frénétiques applaudissements du peuple, qui a répondu par des cris de : « Vive l'Italie ! vive la guerre sainte ! secours à nos frères de Milan ! » Le nom du roi était dans toutes les bouches. »

— On nous écrit de Plaisance à la date du 21 :

« Nous sommes délivrés des petits tyrans. Après trois heures de combat, le peuple a été victorieux; un colonel hongrois et quelques officiers ont été tués du côté des Autrichiens. Le drapeau tricolore est arboré partout. Le duc a cherché à fuir, mais il a été arrêté. Un gouvernement provisoire est formé. Le peuple a chassé hier soir les jésuites.

« Le fort de Pizzighitona s'est rendu à la population, qui marche au secours de Milan avec 50,000 hommes. »

— On écrit de Modène, le 20 mars :

« Vive la Constitution ! Vive la Révolution de Paris ! Vive la Révolution de Vienne ! Tels sont les cris que la jeunesse fait retentir ici sans que personne ne l'inquiète. A deux heures de l'après-midi, un soldat qui avait fait feu sur le peuple a été lapidé; les habitants de Modène ont reçu des coups de fusil. L'ambassadeur Neumann est en fuite, le mouvement se généralise. On

entend crier partout : *Vive Pie IX ! Vivent nos frères les Hongrois !* Les Hongrois ont promis de ne pas tirer sur le peuple; les dragons allemands seuls sabrent à plaisir. Ils ont été assaillis à coups de bâton et à coups de pierres. »

Les journaux d'Italie nous ont encore apporté les nouvelles suivantes :

Le roi de Sardaigne est parti lui-même à la tête de son armée.

Le vice-roi de Lombardie est à Vérone avec sa famille.

Son troisième fils, l'archiduc Sigismond, a été arrêté à Bergame.

Les Autrichiens, au nombre de 5 ou 6,000, stationnent à Marignano.

Les Milanais ont fait sauter le pont de Lambro pour couper les communications à l'ennemi.

Venise est en pleine insurrection.

Le grand-duc de Toscane proclame à son tour que l'heure de la complète résurrection de l'Italie a sonné. Non-seulement il a ordonné des enrôlements de volontaires, mais il fait marcher toutes ses troupes régulières vers la Lombardie.

— Un bulletin extraordinaire, daté de Milan, le 24 mars, à deux heures après midi, nous arrive à l'instant. Il annonce que Trente et tout le Tyrol sont soulevés. Lodi et Crémone combattent; incendiées, mais victorieuses.

Pavie, Brescia et Desenzano ont également chassé les Autrichiens.

Les troupes qui défendaient Pizzi-Ghettonne ont fait défection; la forteresse a été prise par les Milanais avec dix-sept canons.

Les duchés de Parme et de Modène se sont réunis au Piémont et à la Lombardie.

Le duc de Modène n'est pas en fuite, comme nous le disions hier, mais emprisonné.

A Rome, le 21, à l'arrivée des premières nouvelles de Milan, le peuple a arraché les armoiries du palais de l'ambassadeur d'Autriche.

L'ambassadeur est en fuite.

Le bulletin que nous avons sous les yeux se termine ainsi :

Vive le peuple italien !
Vive Charles-Albert, roi d'Italie !

RUSSIE.

Des lettres de Saint-Petersbourg du 10 mars annoncent que la ville est dans une extrême agitation.

Un coup de pistolet aurait été tiré sur le czar dans la rue, et la balle aurait traversé son chapeau.

(La Presse.)

Faits divers.

Nous nous empressons d'annoncer que, par suite de l'intervention de la Commission de Gouvernement pour les travailleurs, le travail a complètement et immédiatement repris dans les ateliers de MM. Derosne et Cail, constructeurs de machines, qui occupent un si grand nombre d'ouvriers. Des demandes d'arbitrage sont adressées de toutes parts à M. Louis Blanc par les travailleurs et les patrons. Ces demandes sont toujours accueillies avec empressement et plaisir, et de cette mutuelle confiance sort presque toujours la conciliation. Les ateliers sont aussitôt rouverts. C'est ainsi que le bon, le noble esprit de tous, se réalise chaque jour par ce mot, prononcé dès le premier jour : l'ordre dans la liberté !

— La commune de Neuilly-sur-Marne (Seine-et-Oise) a planté son arbre de la liberté, le 27 mars. Les autorités, la garde nationale, le corps des sapeurs-pompiers, précédés du clergé, assistaient à cette touchante cérémonie. M. D... peintre, organise une collecte, offrant, à titre de don patriotique, quatre médailles d'argent remportées par lui dans divers concours. « Plus d'une fois, dit-il, j'ai eu l'honneur de mes médailles, je n'ai jamais pu m'en déssaisir; aujourd'hui qu'il s'agit de secourir des frères, des blessés, des veuves, je les donne de grand cœur. » Ce généreux exemple est bientôt suivi et chacun apporte son offrande.

Une somme de 100 fr. et les médailles du citoyen D... ont été apportés au Gouvernement provisoire par les soins du maire de Neuilly-sur-Marne.

Plusieurs journaux ont annoncé qu'un bal devait avoir lieu à l'hôtel de ville. Nous sommes autorisés à dire que cette nouvelle est complètement inexacte.

— Les citoyens des Basses-Pyrénées résidant à Paris sont priés de se réunir au Palais-National, salle des Batailles, à 7 h. 1/2 du soir.

— Pendant que la Presse dévoue sa tête aux couteaux révolutionnaires, et qu'il n'y a pas presse de l'accepter; pendant que la Mode cherche à tromper le peuple, par l'hypocrisie religieuse, ce qui est passé de mode; le dévouement est à l'ordre du jour dans notre grande capitale, et mille exemples généreux prouvent chaque jour quel est l'esprit de la Commune de Paris.

Laissons le champ libre aux calomnieux; Parisiens, continuons notre œuvre !

— Les frères Bognard, Suisses d'origine, mais habitant Paris depuis plusieurs années, se sont courageusement battus en février. Depuis lors portés sur les listes de la garde nationale, ils n'ont cessé de faire un service actif. Avant-hier ils se présentèrent à la réunion préparatoire du 2^e bataillon de la 7^e légion, pour prendre part aux délibérations, comme électeurs de leurs chefs. On refusa de les recevoir; on leur objecta leur qualité d'étrangers. Les citoyens Bognard ont écrit au ministre de l'intérieur, qui résoudra la question.

(Réforme.)

Nous ajouterons que nous connaissons quelques Suisses qui feraient de grand cœur le service de la garde nationale; mais ils voudraient que leurs compatriotes ouvriers ne fussent pas renvoyés comme étrangers, selon le décret du Gouvernement provisoire.

Il y a d'ailleurs un traité de 1818 qui décide parfaitement cette question.

Les ouvriers suisses renvoyés par leurs patrons, en vertu du décret contre les étrangers, n'ont donc qu'à invoquer ce traité; ils seront ainsi exemptés de la mesure d'urgence prise par le Gouvernement.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CARAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.